



Non ! Les retraités ne doivent pas être la variable d'ajustement de la sortie de crise.

Depuis plusieurs années, les retraités ne comptent plus les mauvais coups. Ils sont l'objet d'attentions toutes particulières de la part du gouvernement et de son commanditaire : Le patronat.

- ✓ Assujettissement des retraités à la CSG et hausse de celle-ci.
- ✓ Gel des pensions depuis plusieurs années.
- ✓ « Maltraitance institutionnelle » des personnes âgées en perte d'autonomie par manque de moyens matériels et humains dans les établissements ou dans les structures d'aide à domicile.
- ✓ Réformes successives des retraites qui ont diminué depuis trente ans le montant des pensions et retardé l'âge de départ à la retraite tant pour les salariés du privé que du public.
- ✓ Sans parler de toutes les réformes régressives qui impactent toute la population et qui touchent forcément aussi les retraités.
- ✓ **Et aujourd'hui, c'est dans les rangs des retraités que l'on trouve le plus de victimes du Coronavirus, mais aussi victimes des plans de casse de notre système de santé et de protection sociale qui se succèdent depuis des décennies.**

Aujourd'hui, Macron se dit « chef de guerre » dans un pays en guerre contre la pandémie. A travers ce vocable, il prépare déjà les esprits à « l'effort de guerre » pour sauver le capitalisme dont il est un des valets contre la population.

En effet, sans vergogne, MACRON veut « l'Union sacrée » des Français pour construire la France de demain. En faisant référence aux « jours heureux », mot d'ordre du Conseil National de la Résistance, le Président de la République voudrait accréditer l'idée que la sortie de la crise se fera dans l'unité nationale la plus totale.

Qui peut le croire quand depuis le début de son mandat, MACRON n'a de cesse de torpiller notre système de Sécurité Sociale, de supprimer des lits et des personnels hospitaliers, de liquider toute notre Fonction Publique, de casser le code du travail et ainsi permettre de licencier sans contraintes... Sans oublier Macron, Ministre de l'Economie du gouvernement Hollande qui a inspiré toutes les réformes les plus régressives du précédent quinquennat.

L'USR CGT 37 ne tombera jamais dans le piège de l'Union sacrée dont les salarié-e-s et le retraité-e-s seraient les premières victimes.

En effet, le Covid 19, sans minimiser sa dangerosité, risque fort bien, si nous n'y prenons garde, en plus de son impact sur la santé des retraités, **servir de prétexte à un renforcement drastique de la politique d'austérité.**

N'y aurait-il pas dans un coin de la tête des financiers, du patronat et du gouvernement l'idée qu'il faudrait geler les retraites pour plusieurs années, voire les baisser à l'instar de ce qui s'est fait en Grèce ?

Déjà certains pensent qu'on pourrait amputer l'épargne des Français pour combler les futurs déficits. C'est d'ailleurs déjà le cas avec la baisse du taux de rendement du livret A.

Par contre, MACRON reste très évasif sur la contribution des banques et des assurances.

Pour l'instant aucune contrainte !!

Rien que de vagues préconisations pour que les entreprises bénéficiant de fonds publics ne versent pas de dividendes.

Rien pour les autres alors que les dividendes représentent plus de 350 Mrds € (Pour exemple, Sanofi versera en 2020 près de 4 milliards d'euros de dividendes).

Presque rien pour que les assurances contribuent à financer un sinistre social, économique, sanitaire...

Rien non plus sur une profonde réforme de la fiscalité qui mette à contribution les immenses richesses créées sur notre territoire.

Rien non plus sur la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale évaluées à plus de 140 milliards d'euros.

Rien non plus sur les 200 milliards de fonds publics directement versés aux entreprises, inefficaces pour l'économie mais uniquement destinés à verser des dividendes aux actionnaires.

Rien non plus sur les 24 milliards d'exonérations de cotisations sociales, multipliées par 14 depuis 1991



qui plombent de manière dramatique les comptes de la Sécurité Sociale et privent nos hôpitaux de budget, ce qui les obligent à s'endetter sur les marchés financiers pour répondre aux besoins des usagers

NON ! Messieurs les possédants, les retraités ne seront pas les « dindons de la farce ».

OUI ! Nous souhaitons construire un monde nouveau ! Mais l'expérience nous confirme que notre confiance ne peut se reporter que sur nous-mêmes.

M.MACRON, vous êtes discrédité pour trouver les solutions pour le monde d'après crise.

LA CRISE, C'EST EUX. LA SOLUTION, C'EST NOUS !

Déconfinement : pas de discrimination !

Dans son discours du 12 avril, E. Macron annonçait le déconfinement le 11 mai, mais un confinement prolongé pour les seniors à partir de 70 ans, voire 65 ans.

Face à la contestation, il nous dit que nous avons mal compris. Ce ne serait pas une obligation mais une recommandation ! Cela veut dire, si vous ne restez pas confinés, et si vous tombez malade, ce sera votre faute !

Chercher à imposer aux personnes de plus 70 ans, voire 65 ans, de rester confinées au-delà du 11 mai est inacceptable !

Cela signe l'aveu que la France ne dispose pas, dans un proche avenir, de tests en nombre suffisant pour distinguer les malades, les asymptomatiques, les immunisés. Cela prouve la pénurie de masques réellement protecteurs. C'est aussi l'aveu de l'insuffisance de notre système de santé mis à mal depuis des décennies.

Stigmatiser, les plus de 65 ans alors que la réforme des retraites à points faisait reculer l'âge de la retraite à plus de 65 ans, c'est un comble !

La sortie de crise ne peut pas se faire sur le dos des retraités ni des salariés.

C'est pourquoi nous revendiquons :

- ✓ **Des masques protecteurs pour tous, un dépistage massif de l'ensemble de la population,**
- ✓ **La suppression de la CSG,**
- ✓ **Un plan « grand âge » annoncé depuis la canicule de 2003 mais repoussé sans cesse,**
- ✓ **L'augmentation des pensions et retraites avec un minimum de 1800 euros,**
- ✓ **La création de 200 000 emplois qualifiés en EPHAD, plus 100 000 pour l'aide à domicile et 100 000 à l'hôpital avec les matériels nécessaires,**
- ✓ **L'augmentation du taux d'intérêt du livret A au minimum un demi-point supérieur à l'inflation (soit 2,1% en 2019 au lieu de 0,75% et 0,5% actuellement), la centralisation à 100% à la Caisse des Dépôts et Consignation pour financer le logement social, y compris pour les retraités,**
- ✓ **Une prise en charge de la santé et de la perte d'autonomie 100% SECU via sa branche maladie,**
- ✓ **Un grand service public de Santé et d'Action Sociale.**


**1er MAI
FAITES
DU
BRUIT !**

Les retraités ne sont pas disposés à se laisser plumer. Nous sommes toujours mobilisés et de plus en plus et nous le montrerons dès le 1^{er} mai par tous les moyens à notre disposition.

(Courriers au président de la république, photos dans réseaux sociaux, expressions aux fenêtres et aux balcons...)



**NOUS NE LAISSERONS PAS MACRON GERER A SA
MANIÈRE LA SORTIE DE CRISE.
LES RETRAITES SERONT NOMBREUX A SE MANIFESTER
ET EXIGER UNE SOCIETE DE JUSTICE SOCIALE !**